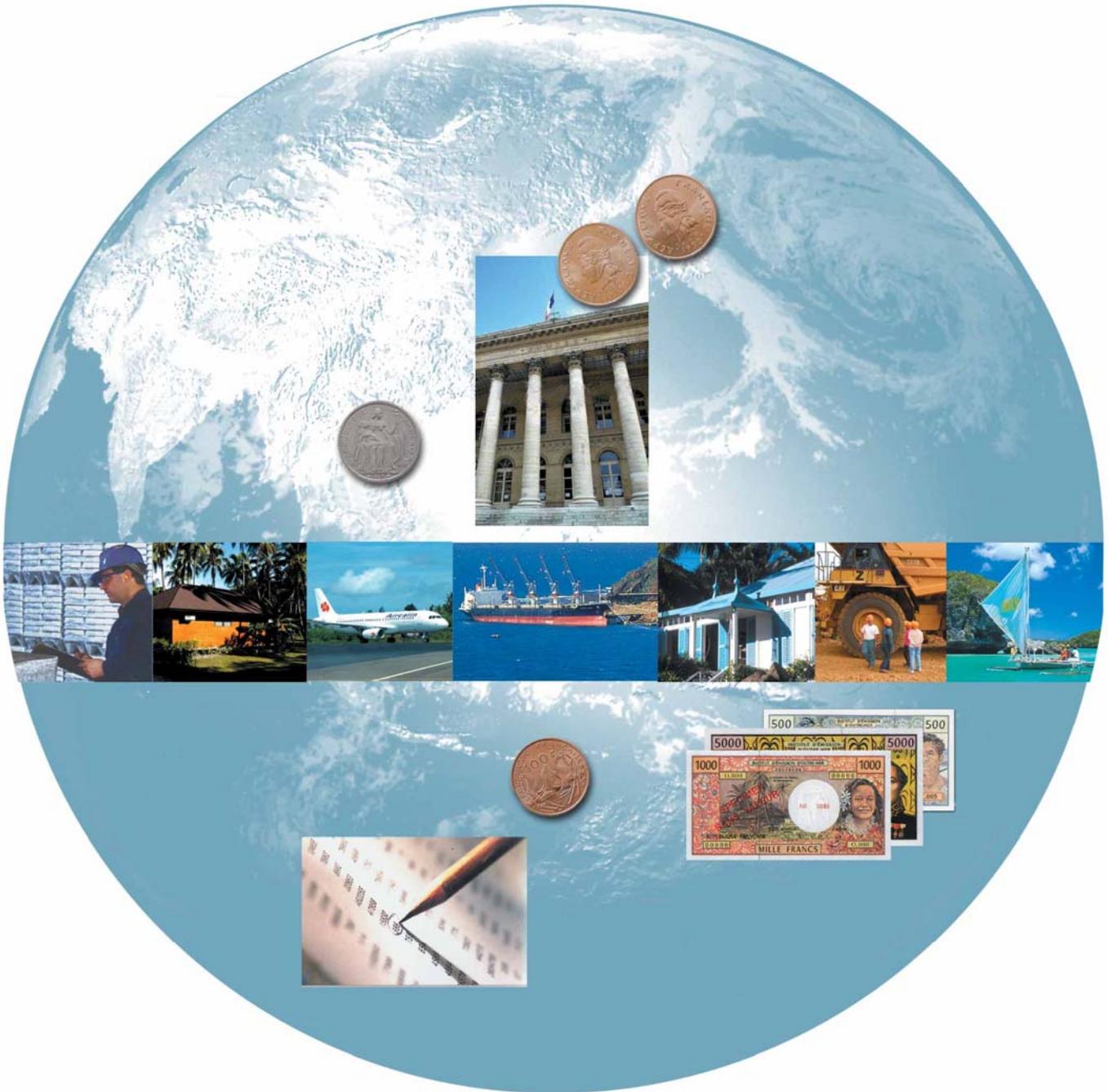


La balance des paiements

2007



SOMMAIRE

LES GRANDS TRAIS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE EN 2007 P 2

| | |
|---|-----|
| I - Avant-propos | P 4 |
| II - Remarques liminaires | P 5 |
| III - Les révisions méthodologiques | P 6 |
| IV - L'environnement économique de la Nouvelle-Calédonie en 2007..... | P 6 |

ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

| | |
|--|------|
| V - Le compte de transactions courantes..... | P 10 |
| 5.1 Les biens | |
| 5.2 Les services | |
| 5.3 Les revenus | |
| 5.4 Les transferts courants | |
| VI - Le compte de capital | P 19 |
| VII - Le compte financier..... | P 20 |
| 7.1 Les investissements directs | |
| 7.2 Les investissements de portefeuille | |
| 7.3 Les autres investissements | |
| 7.4 Les avoirs de réserve | |
| VIII - Les erreurs et omissions nettes..... | P 25 |

* * *

| | |
|---|------|
| Annexe 1 : La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie en 2007..... | P 26 |
| Annexe 2 : Graphiques des soldes du compte de transactions courantes et du compte financier | P 28 |
| Annexe 3 : Périmètre de déclaration de la balance des paiements..... | P 30 |

LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ¹ DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2007

Les évolutions de la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie en 2007 interviennent dans un contexte où l'activité économique du territoire a été dynamique et les cours du nickel élevés.

En 2007, le solde du compte de transactions courantes enregistre un déficit de 38,8 milliards de F CFP et le solde du compte financier un excédent de 26,2 milliards de F CFP.

Principaux postes de la balance des paiements

en milliards de F CFP

| | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 |
| COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES | 277,2 | 342,4 | 327,9 | 381,2 | -50,7 | -38,8 |
| Biens | 113,6 | 167,9 | 183,8 | 226,1 | -70,2 | -58,2 |
| Services | 45,0 | 47,4 | 106,3 | 114,3 | -61,3 | -66,9 |
| Revenus | 57,0 | 60,6 | 16,9 | 17,3 | 40,1 | 43,3 |
| Transferts courants | 61,6 | 66,5 | 20,9 | 23,5 | 40,7 | 43,0 |
| COMPTE DE CAPITAL | 1,0 | 1,2 | 0,2 | 0,9 | 0,9 | 0,3 |
| COMPTE FINANCIER | 532,1 | 682,3 | 487,5 | 656,2 | 44,6 | 26,1 |
| Investissements directs | 168,9 | 215,8 | 100,6 | 158,9 | 68,3 | 56,9 |
| Investissements de portefeuille | 68,1 | 96,5 | 72,3 | 109,0 | -4,2 | -12,5 |
| Autres investissements | 295,1 | 370,0 | 314,6 | 388,3 | -19,5 | -18,3 |
| ERREURS ET OMISSIONS NETTES | 5,8 | 12,3 | 0,0 | 0,0 | 5,8 | 12,3 |

Sources : BDF / IEOM

Le compte de transactions courantes

Le compte de transactions courantes se caractérise par un solde déficitaire (- 38,8 milliards de F CFP) en amélioration par rapport à 2006. Cette évolution provient principalement du commerce extérieur : les exportations en valeur, en particulier de nickel, ont progressé plus rapidement que les importations en raison de l'augmentation des cours du nickel au London Metal Exchange (LME). Ainsi, les échanges de biens voient leur déficit se réduire pour passer de 70,2 à 58,2 milliards de F CFP. De son côté, l'accroissement du solde excédentaire des revenus et des transferts courants (+ 5,5 milliards de F CFP) a été absorbé par la dégradation du solde des services (-5,6 milliards de F CFP). Ce poste s'est alourdi avec le chantier de construction de l'usine hydro métallurgique du sud (Goro-Nickel) qui a nécessité le recours à des prestations extérieures de services de construction ainsi que de services aux entreprises.

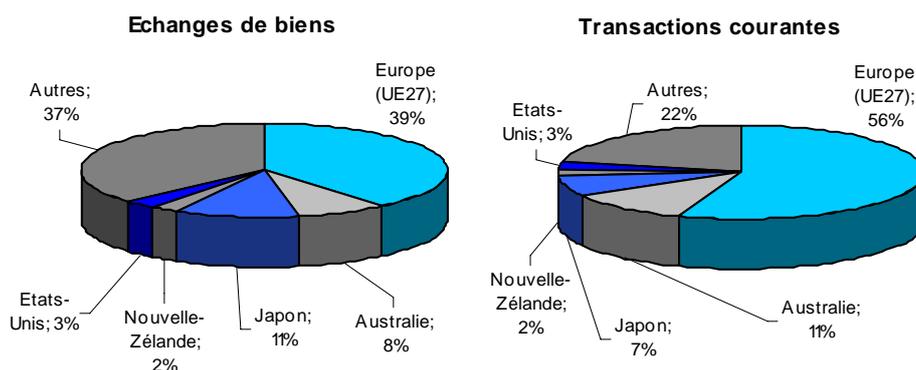
Le solde des revenus (+ 43,3 milliards de F CFP) et le solde des transferts courants (+ 43,0 milliards de F CFP) contribuent à limiter le déficit des transactions courantes. Le premier est constitué principalement des salaires versés aux fonctionnaires, le second solde provient des administrations publiques métropolitaines et finance les dépenses d'équipement

¹ Les chiffres de l'année 2006 ont été révisés

(investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la Collectivité.

La répartition géographique des flux de transactions courantes

Sur le plan géographique, l'Union européenne reste le premier partenaire de la Nouvelle-Calédonie avec 39 % des échanges de biens (exportations + importations), dont 21 % pour la Métropole. Le Japon (11 % des échanges) est le deuxième partenaire devant l'Australie (8 %). Pour l'ensemble des flux de transactions courantes, les pourcentages s'établissent respectivement à 56 % (dont 44 % pour la Métropole), 7 % et 11 %.



Le compte financier

Le compte financier regroupe les échanges d'actifs entre la Nouvelle-Calédonie et le reste du monde. Par construction, ils équilibrent le solde des transactions courantes et sont distingués selon trois grandes catégories d'actifs : les investissements directs qui retracent les opérations de fusions-acquisitions impliquant un transfert d'actifs, les créations de structures productives ou les extensions de capacités de filiales déjà existantes ; les investissements de portefeuille qui mesurent les achats et ventes de titres ; les « autres investissements » qui recouvrent les opérations de prêts et emprunts.

Le compte financier fait apparaître pour 2007 des entrées nettes de capitaux pour un montant de 26 milliards de F CFP. Les investissements directs (ID) des entreprises étrangères en Nouvelle-Calédonie sont soutenus. Ils ont atteint en 2007 un total de 210 milliards de F CFP après 167 milliards en 2006. Le solde net des ID se traduit par une entrée de 56,9 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un solde négatif. Les résidents ont procédé au cours de l'année sous revue à des achats nets de titres de non-résidents pour 12,5 milliards de F CFP contre 4,2 milliards en 2006.

Enfin, les autres investissements, qui retracent notamment les opérations de dépôt et de crédit vis-à-vis de l'extérieur, se soldent par des sorties de 18,2 milliards de F CFP, contre 19,6 milliards de F CFP en 2006. Dans le détail, on constate en sortie 3,8 milliards de F CFP pour les administrations publiques (recul de leur endettement à l'extérieur) et 24,3 milliards de F CFP pour les entreprises et les ménages (augmentation de leurs placements à l'extérieur, recul de leur endettement à l'extérieur). En entrée, on relève un montant de 16,1 milliards de F CFP pour le secteur bancaire, qui correspond à un accroissement du refinancement à l'extérieur.

* * *

I - AVANT-PROPOS

La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie est élaborée sur la base des déclarations effectuées par l'ensemble des établissements de crédit de la place, ainsi que par le Trésor public et le Centre financier de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT).

Plusieurs entreprises du secteur marchand (industries, compagnies aériennes, compagnies pétrolières) fournissent également des informations au titre de déclarants directs.

Enfin, l'Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE) communique les chiffres relatifs au commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie centralisés par le service des Douanes et les chiffres relatifs à la rubrique « voyages ».

Il convient de remercier l'ensemble de ces déclarants pour le travail accompli et tout particulièrement les personnes qui, dans les banques, les entreprises et les organismes publics, ont contribué à l'élaboration de cette balance des paiements.

II – Remarques liminaires

Définition : la balance des paiements est un document statistique présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, l'ensemble des opérations économiques et financières donnant lieu à transfert de propriété entre les résidents d'un territoire économique et les non-résidents au cours d'une période donnée. La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie recense les flux entre les résidents du territoire et les non-résidents (l'étranger et le reste de la France ¹) sur une période annuelle : opérations sur biens et services, revenus, transferts et flux financiers. Pour les opérations non financières, c'est en quelque sorte le compte de résultats de la Nouvelle-Calédonie vis-à-vis de l'extérieur, qui trouve sa traduction financière dans le même document. Les données recensées dans la balance des paiements fournissent des éléments d'information précieux pour les différents acteurs économiques de la Nouvelle-Calédonie

Le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a chargé l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) d'établir, en liaison avec la Banque de France, une balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie. Sa mise en chantier, en 1998, a répondu à deux objectifs :

– apporter aux autorités de l'État et de la Nouvelle-Calédonie un meilleur éclairage sur les échanges extérieurs.

– mettre l'appareil statistique français en conformité avec la réglementation européenne : selon la décision du 26 juillet 1991 de la Commission des Communautés européennes, les collectivités d'outre-mer, telle la Nouvelle-Calédonie, n'appartiennent pas au territoire économique de l'Union européenne. Il est alors nécessaire de pouvoir isoler leurs échanges au sein de la balance des paiements de la France et donc, en pratique, d'établir leur propre balance des paiements.

Pour ce faire, il a été demandé aux établissements de crédit situés en Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'au Trésor Public et au Centre financier de l'Office des Postes et Télécommunications, de rendre compte de tous les paiements qu'ils émettent ou qu'ils reçoivent, entre la Nouvelle-Calédonie et le reste de la France, pour leur propre compte ou pour le compte de leur clientèle. Ces déclarations se sont ajoutées au recensement des opérations réalisées avec l'étranger qu'ils effectuent depuis plusieurs années. Ainsi, la balance des paiements retrace l'ensemble des mouvements financiers et non financiers entre les résidents calédoniens et les non-résidents ².

¹ Par « reste de la France », il faut entendre la France métropolitaine (y compris la principauté de Monaco), les quatre départements français d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, ainsi que la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la collectivité départementale de Mayotte.

² Rappelons qu'est considérée comme résidente en Nouvelle-Calédonie, au sens de la balance des paiements, toute personne physique ayant son centre d'intérêt principal en Nouvelle-Calédonie, quelle que soit sa nationalité ou sa situation fiscale. Sont aussi considérées comme résidentes les personnes morales pour leurs seuls établissements situés en Nouvelle-Calédonie.

III – Révision méthodologique effectuée en 2007

A l'occasion de la publication du présent rapport, le niveau des flux de la ligne « voyages » a été sensiblement révisé en raison de l'utilisation de nouvelles sources. Cette modification tient à la prise en compte des estimations de l'Isee sur les dépenses et les recettes touristiques. La révision des données a été appliquée sur les années 2005 à 2007.

Données voyages avant et après le changement de méthode d'estimation

| <i>en millions de F CFP</i> | 2005 | 2006 | 2007 (1) | var 2006/2005 | var 2007/2006 |
|------------------------------|--------|--------|----------|---------------|---------------|
| Recettes anciennes (crédits) | 24 299 | 24 568 | 30 290 | 1,1% | 23,3% |
| Recettes nouvelles (crédits) | 14 271 | 16 108 | 17 159 | 12,9% | 6,5% |
| Dépenses anciennes (débits) | 16 374 | 17 712 | 25 013 | 8,2% | 41,2% |
| Dépenses nouvelles (débits) | 11 726 | 12 253 | 13 012 | 4,5% | 6,2% |
| Soldes anciens | 7 925 | 6 856 | 5 277 | | |
| Soldes nouveaux | 2 546 | 3 855 | 4 147 | | |

(1) les chiffres de l'ancienne méthode sont bruts, ils n'ont pas fait l'objet de redressement, compte tenu du changement de méthode

IV - L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2007

Les différents indicateurs affichent une orientation favorable de l'économie calédonienne en 2007. L'activité a été tirée à la hausse par une demande intérieure dynamique (ménages et entreprises) et des exportations en valeur en forte augmentation par rapport à 2006. La situation de l'emploi a poursuivi son amélioration. Malgré une hausse en fin de période, l'inflation a été contenue à 1,8 %.

Les principaux secteurs de l'économie ont affiché de bonnes performances. Le secteur des mines et de la métallurgie, sous l'effet de la flambée des cours du nickel, a vu ses exportations en valeur croître à un rythme soutenu. Seul le secteur de l'aquaculture a connu une baisse de son activité, les exportations de crevettes en valeur et en volume diminuant de près du tiers sur un an.

Progression de l'emploi salarié et recul des demandeurs d'emplois

Entre décembre 2006 et décembre 2007, l'effectif salarié a progressé (+6,1 % à près de 78 000), améliorant la confiance des ménages et favorisant la consommation et les investissements. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emplois moyen sur l'année a diminué de près de 7% pour se situer à 6 572, niveau le plus bas depuis plus de dix ans.

La demande des ménages est toujours en hausse

La consommation des ménages a été soutenue comme en témoigne la hausse des importations de biens de consommation courante et de véhicules de tourisme. La consommation a été favorisée par la revalorisation du SMG et des allocations familiales au cours de l'année. Cette évolution s'accompagne d'une augmentation de l'encours des crédits à la consommation.

L'investissement des ménages (achat d'immobilier) a également été soutenu, comme en témoigne la croissance des encours de crédits à l'habitat (+12,4%, contre +7% en 2006).

Les entreprises investissent dans un contexte favorable

L'investissement des entreprises, reflété notamment au travers des importations de biens d'équipement professionnel, des immatriculations de véhicules utilitaires neufs et de l'encours des crédits d'investissement, a été favorablement orienté.

Indicateur du dynamisme du tissu économique, les créations d'entreprises ont progressé sur un an (+9,6 %), alors que les cessations d'activité d'entreprises se réduisaient légèrement (- 0,7 %). Cependant, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises ont évolué défavorablement comme en témoignent l'accroissement du nombre des redressements judiciaires (+ 45,7 %), des liquidations judiciaires (+ 30,1 %) et des personnes morales en interdiction bancaire (+11,5 %).

Reprise de la hausse des prix en milieu d'année

Après une période de stabilisation sur le premier semestre 2007, les prix sont repartis à la hausse au second semestre. Cette accélération sur les cinq derniers mois de l'année s'explique principalement par la progression soutenue des prix de l'alimentaire (+ 4,5 %). Ainsi au 31 décembre 2007, l'indice des prix a progressé de 1,8 % sur un an. Néanmoins, l'inflation moyenne sur l'année a été de 1 % en 2007 contre 2,9 % en 2006.

La balance commerciale s'est améliorée avec les résultats enregistrés dans le secteur du nickel

L'année 2007 se caractérise par le taux de couverture des importations par les exportations le plus élevé depuis plus de 13 ans (73,2 %, + 9,5 points). Les exportations et les importations ont crû respectivement de 39,7 % et de 21,5 %. La forte progression des exportations en valeur provient de la flambée des cours du nickel. La hausse de la valeur des importations est liée, quant à elle, à une croissance soutenue de l'économie calédonienne en relation avec les projets métallurgiques.

Le secteur du nickel a bénéficié de cours élevés

Sur l'année, la production de minerai est en hausse de 21,5 % à 7,51 millions de tonnes humides. Plus de la moitié de cette production a été exportée (4 millions de tonnes). Les exportations de minerai en volume ont progressé de 20,6 % par rapport à 2006. La production de métal s'établit à 59 796 tonnes, accusant un retrait de 4,1 % par rapport à 2006 et entraînant une diminution des exportations de métal en volume (- 9,1 %). Cette évolution est

due à la baisse de la teneur du minerai, à des problèmes techniques et à des travaux de maintenance sur les fours.

Le cours moyen du nickel s'est élevé à 16,88 \$/lb contre 11 \$/lb l'année précédente soit une hausse de 53,5 %. Après avoir atteint le pic historique de 24,5 \$/lb le 16 mai 2007, le cours du nickel au LME a subi une forte correction pour finalement se situer en moyenne à 13,24 \$/lb sur le dernier trimestre. Ainsi, les exportations (minerai et métal) en valeur ont été de 43 % supérieures à celles de 2006.

L'activité du BTP a été soutenue

En 2007, l'activité du secteur du BTP a été tirée par le logement social, la demande privée et le chantier de Goro Nickel. Ainsi, la consommation de ciment a augmenté de 2,4 % et l'encours des crédits à la construction de plus de 30 %. Le chantier de Goro a représenté 11,30 % des ventes de ciments de l'année 2007 comme en 2006. Il convient toutefois de noter que les travaux gros consommateurs de ciment sur le chantier de l'usine, et notamment la construction du port, sont en voie d'achèvement. Au 4^e trimestre 2007, le secteur a été pénalisé par un conflit social qui a paralysé pendant six semaines la société Holcim, unique producteur de ciment de l'île (secteur bénéficiant de mesures de protection de marché, les importations étant interdites sauf en cas de nécessité).

Amélioration de la fréquentation touristique, difficultés du secteur primaire

Le nombre de touristes ayant séjourné en Nouvelle-Calédonie en 2007 a légèrement augmenté (+2,9 % à 103 363 visiteurs) sous l'impulsion du tourisme régional (australiens et néo-zélandais). Le nombre de croisiéristes a atteint 121 393, en hausse de 2,1 % par rapport à 2006.

Le secteur aquacole a connu une année difficile. Les exportations en valeur et en volume ont baissé (respectivement de 29,9 % et 26,8 %). Les principales raisons avancées pour expliquer cette situation de crise sont le retard d'ouverture d'une éclosérie ainsi qu'une surmortalité importante des post-larves en 2006. Les conséquences ont été un déficit d'approvisionnement pour les fermes ainsi qu'un décalage dans le cycle d'élevage des crevettes entraînant une baisse importante des quantités produites.

Depuis 2005, le secteur de l'élevage bovin traverse une crise. En 2007, la situation semble se stabiliser. La production s'est élevée à 3 130 tonnes en 2007 (contre 4 042 tonnes en 2004), en hausse de 4,6 % par rapport à 2006. Le taux de couverture de la consommation par la production locale est passé de 93 % en 2004 à 69 % en 2007.

Le financement de l'activité économique est assuré par le crédit bancaire

L'ensemble des concours à l'économie a progressé (+12,9 % à 593 milliards de F CFP dont 112 milliards sont octroyés directement par des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission) avec en parallèle une diminution du risque. L'ensemble des actifs financiers des agents économiques a également progressé significativement (+11,9 % à 481 milliards de F CFP). Les produits d'assurance-vie et les dépôts à terme continuent de susciter l'intérêt des épargnants, leurs encours ont cru à un rythme soutenu (respectivement +12,9 % et +31,8 %). Enfin la masse monétaire (M3) a enregistré une progression dynamique (+11,5 % sur un an).

Le recours au financement hors de la zone d'émission du système bancaire local s'accroît

Les opérations avec la clientèle sont déficitaires dans la zone d'émission. La position extérieure nette a connu une nouvelle dégradation de son solde qui passe de -56,7 milliards de F CFP au 31/12/2006 à -71,9 milliards au 31/12/2007. En un an, les engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux ont progressé (+ 15,4 %) plus rapidement que leurs avoirs hors zone (+ 6 %).

ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

V - Le compte de transactions courantes

En 2007, le compte de **transactions courantes** présente un solde déficitaire de 38,7 milliards de F CFP, après un déficit de 50,7 milliards de F CFP en 2006.

L'allègement du déficit est principalement imputable aux biens (- 58,2 milliards de F CFP, au lieu de - 70,3 milliards de F CFP en 2006), alors que le solde déficitaire des services s'est quant à lui creusé (- 66,9 milliards de F CFP, au lieu de - 61,2 milliards de F CFP en 2006).

Les revenus, constitués principalement des salaires versés par des entités non-résidentes, enregistrent un excédent de 43,3 milliards de F CFP. Il convient de noter que la hausse de 3,3 milliards de F CFP de l'excédent observé cette année ne porte pas sur la composante salaires mais s'explique par une baisse du déficit des revenus des investissements de 3,3 milliards de F CFP par rapport à l'année 2006.

Les transferts courants, constitués essentiellement du secteur des administrations publiques, dégagent un excédent de 42,9 milliards de F CFP, en augmentation par rapport à 2006 de 2,2 milliards de F CFP.

| <i>en millions de F CFP</i> | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|---|----------|---------|----------|---------|----------|---------|
| | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 |
| COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES | 277 182 | 346 422 | 331 910 | 373 359 | -50 737 | -38 765 |
| Biens | 113 557 | 167 868 | 183 837 | 226 056 | -70 280 | -58 188 |
| Services | 45 015 | 47 379 | 106 305 | 114 285 | -61 290 | -66 906 |
| <i>dont "Voyages"</i> | 16 108 | 17 159 | 12 253 | 13 012 | 3 855 | 4 147 |
| Revenus | 56 998 | 60 625 | 16 891 | 17 291 | 40 107 | 43 334 |
| Transferts courants | 61 613 | 66 549 | 20 887 | 23 554 | 40 726 | 42 995 |

(1) chiffres révisés

5.1 Les biens

Les données douanières et la balance des paiements

Dans les statistiques douanières, les marchandises exportées sont enregistrées à leur valeur déclarée à la frontière du pays exportateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Nouvelle-Calédonie est l'exportateur), soit FAB ¹, et les marchandises importées à leur valeur déclarée à la frontière du pays importateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Nouvelle-Calédonie est l'importateur), soit CAF ².

En revanche, et conformément à la méthodologie internationale, les échanges de marchandises sont enregistrés en balance des paiements sur une base FAB / FAB.

Ainsi, le coût du transport et de l'assurance payé entre la frontière du pays exportateur et celle du pays importateur, inclus dans le prix du bien enregistré par les Douanes, ne doit pas être pris en compte à la ligne « marchandises générales » de la balance des paiements, car il rémunère des activités relevant des services. Il est donc nécessaire de corriger (plus précisément de diminuer) le montant des importations, du coût d'acheminement des marchandises depuis la frontière du pays d'origine jusqu'à la frontière de la Nouvelle-Calédonie pour obtenir une base homogène FAB / FAB.

De plus, les données douanières font l'objet d'un traitement statistique en balance des paiements, visant à ne recenser que les flux ayant donné lieu effectivement à un transfert de propriété entre les résidents de Nouvelle-Calédonie et les non-résidents.

| <i>en millions de F CFP</i> | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|--------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 |
| BIENS | 113 557 | 167 868 | 183 837 | 226 056 | -70280 | -58187 |
| Marchandises générales | 113 319 | 166 943 | 181 732 | 223 870 | -68 413 | -56 927 |
| - données douanières (FAB/FAB) | 113 858 | 167 245 | 188 609 | 232 051 | -74 751 | -64 806 |
| - corrections | -539 | -303 | -6 877 | -8 182 | 6 338 | 7 879 |
| Avitaillement | 226 | 896 | 2 076 | 2 171 | -1 849 | -1 275 |
| Travail à façon et réparations | 12 | 30 | 30 | 15 | -18 | 15 |

(1) chiffres révisés

La Nouvelle-Calédonie, comme la majorité des économies insulaires, est très dépendante de l'extérieur pour la fourniture de biens d'équipement ou de consommation.

En effet, la difficulté pour les entreprises locales d'atteindre des niveaux de production leur permettant de bénéficier d'économies d'échelle ainsi que le haut niveau de

¹ La valeur FAB (franco à bord) comprend le prix de la marchandise à la sortie de l'usine plus le coût de son acheminement jusqu'au port ou jusqu'à l'aéroport du pays exportateur.

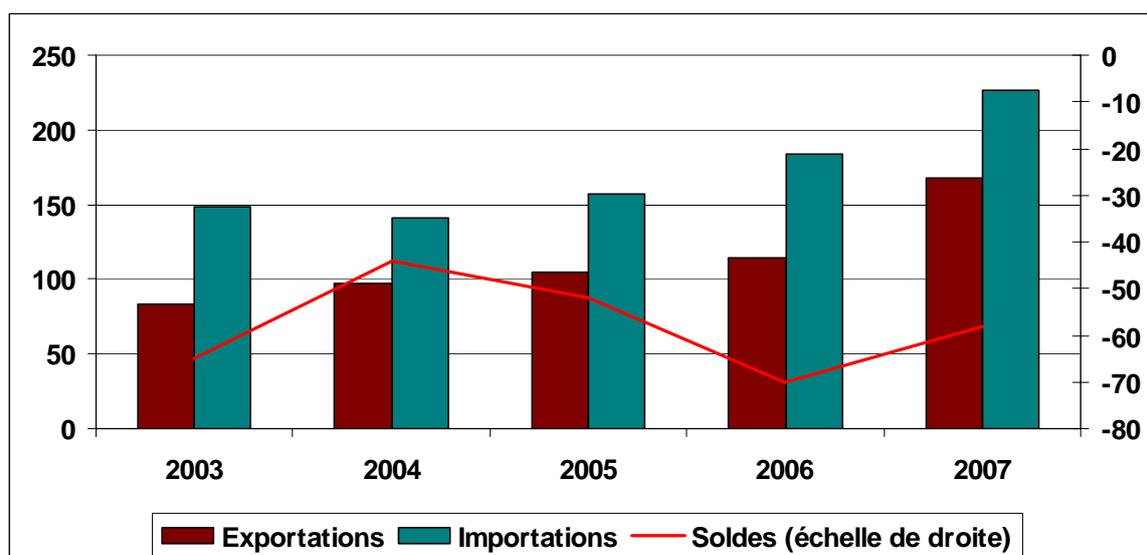
² La valeur CAF (coût, assurance, fret) comprend la valeur de la marchandise à la sortie de l'usine, augmentée des coûts d'acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur (transport international, assurance...).

consommation induit par les revenus en provenance de l'extérieur sont à l'origine du déséquilibre important de la balance commerciale.

Les importations¹ en valeur ont connu une hausse de 21,5 % en 2007. On note une accélération de leur rythme de croissance annuel depuis 2005, attribuable en grande partie à la montée en puissance de la construction de l'usine de Goro nickel. Le rythme de croissance annuel des importations en valeur est ainsi passé de -4,3 % en 2004 à +21,5 % en 2007. Ainsi, l'évolution du poste « autres produits » passe d'une hausse de 1,7 % en 2005 à +151,5 % en 2007. Ce poste, composé entre autres des importations d'ensemble industriel concernant les projets miniers, explique, pour l'essentiel, cette forte augmentation. La progression de ce poste représente à elle seule 67,3 % de la hausse des importations en valeur en 2007. Il convient également de noter les hausses des importations de « machines, appareils, matériels électriques » et des « produits minéraux » de 11,5 % et 14 %. L'augmentation des importations des produits minéraux en valeur est due principalement au renchérissement important des cours du pétrole. Enfin, de la même manière, en 2007, les importations de produits alimentaires ont connu une hausse plus importante en valeur qu'en volume (+7,4 % contre +1,2 %) du fait de la flambée des prix des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux.

Commerce extérieur de marchandises (données douanières FAB/FAB)

En milliards de F CFP



Le déficit commercial, en données douanières FAB / FAB, se réduit de 10 milliards de F CFP, à -64,8 milliards, sous l'effet de la forte progression des exportations par rapport aux importations (respectivement +46,9 % contre 23 %).

Le taux de couverture des importations par les exportations² gagne ainsi 12 points et atteint 72 % grâce à des cours du nickel exceptionnels.

¹ CAF données douanières-Isee.

² Données douanières FAF/FAB recensées dans la balance des paiements.

| en millions de F CFP | Exportations | | Importations | | Soldes | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2006 | 2007 | 2006 (1) | 2007 | 2006 | 2007 |
| Commerce extérieur de marchandises (FAB/FAB) | 113 858 | 167 245 | 188 609 | 232 051 | -74 751 | -64 806 |
| dont | | | | | | |
| Japon | 20 920 | 39 819 | 6 392 | 7 257 | 14 528 | 32 562 |
| Taïwan | 14 605 | 21 562 | 1 177 | 1 264 | 13 428 | 20 298 |
| Chine | 12 834 | 20 035 | 10 094 | 13 434 | 2 740 | 6 601 |
| Etats-Unis | 2 940 | 4 261 | 7 083 | 7 876 | -4 143 | -3 615 |
| Autres pays de l'Union européenne à 27 | 20 233 | 33 684 | 31 676 | 39 702 | -11 443 | -6 018 |
| Corée du Sud | 3 056 | 528 | 5 162 | 8 381 | -2 106 | -7 853 |
| Nouvelle-Zélande | 56 | 106 | 9 513 | 9 716 | -9 457 | -9 610 |
| Australie | 7 739 | 8 515 | 18 987 | 26 221 | -11 248 | -17 706 |
| Singapour | 17 | 5 | 28 842 | 33 219 | -28 825 | -33 214 |
| France métropolitaine | 23 424 | 25 843 | 64 137 | 65 005 | -40 713 | -39 162 |

Sources : Douanes-Isee (les données bilatérales sont exprimées en valeur CAF/FAB)

(1) chiffres rectifiés

La France métropolitaine demeure le premier fournisseur de la Nouvelle-Calédonie, avec 65,0 milliards de F CFP (soit 28 % des importations). Avec 33,2 milliards de F CFP (soit 14% des importations), Singapour, qui assure depuis 2002 l'exclusivité des approvisionnements de la Nouvelle-Calédonie en hydrocarbures liquides, est devancé par les « Autres pays de l'Union européenne » (deuxième fournisseur avec 17 % des importations) mais précède toujours l'Australie qui est le quatrième fournisseur du territoire en 2007 avec 26,2 milliards de F CFP (soit 11 %).

L'excédent envers le Japon enregistre une hausse de 18 milliards de F CFP, à 32,5 milliards. Absorbant 24 % des exportations de la Nouvelle-Calédonie, le Japon devient le premier client de la Collectivité alors que la France métropolitaine se situe en troisième position avec 25,8 milliards de F CFP (15 % des exportations), derrière les "Autres pays de l'Union européenne".

L'Australie est par ailleurs le sixième client de la Nouvelle-Calédonie, avec 8,5 milliards de F CFP (5 % du total des exportations), les ventes étant essentiellement constituées de minerai de nickel.

Depuis 2006, la Nouvelle-Calédonie exporte du minerai vers la Chine, faisant de ce pays le cinquième client (12 %), derrière Taiwan.

5.2 Les services

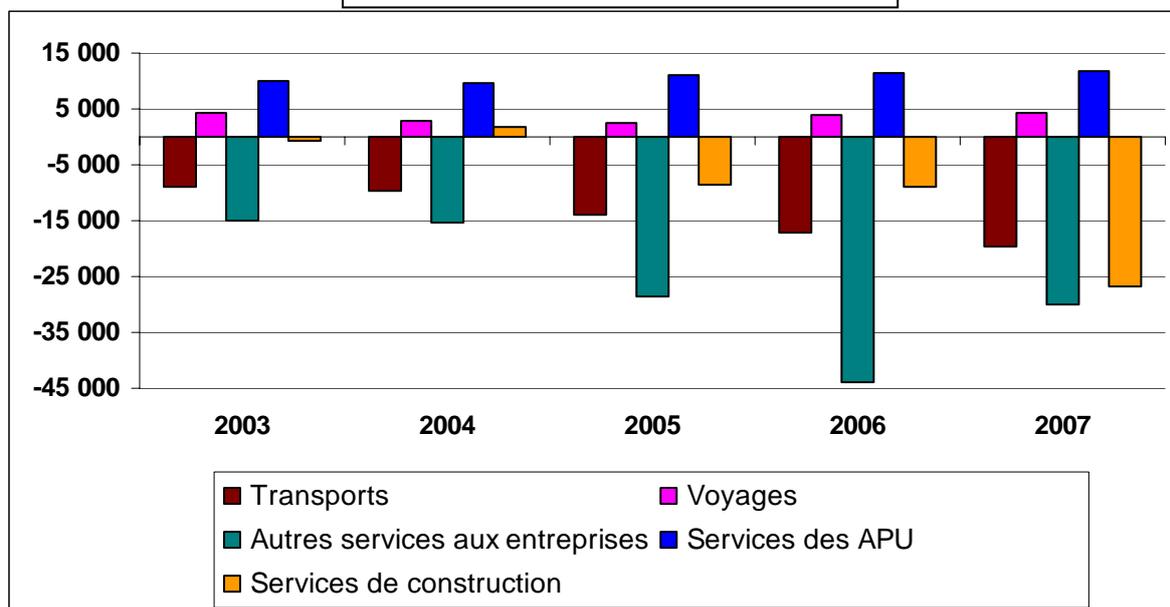
Le déficit des échanges de services entre la Nouvelle-Calédonie et l'extérieur s'est creusé de 5,6 milliards de F CFP, à - 66,9 milliards. Ces échanges sont caractérisés, en 2007, par la prédominance des lignes *autres services aux entreprises, services de construction et transports*.

| en millions de F CFP | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|--|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 |
| SERVICES | 45 015 | 47 379 | 106 305 | 114 285 | -61 290 | -66 906 |
| dont | | | | | | |
| Transports | 7 415 | 8 643 | 24 449 | 28 454 | -17 034 | -19 811 |
| Voyages * | 16 108 | 17 159 | 12 253 | 13 012 | 3 855 | 4 147 |
| Services de construction | 2 420 | 1 372 | 11 253 | 28 082 | -8 833 | -26 710 |
| Autres services aux entreprises | 6 257 | 5 992 | 50 032 | 35 968 | -43 775 | -29 976 |
| Services des administrations publiques (APU) | 11 549 | 11 784 | 89 | 61 | 11 460 | 11 723 |

(1) chiffres révisés

* cf III Révision méthodologique effectuée en 2007 p 7

Évolution des soldes des services (millions de F CFP)



5.2.1 Les transports

Les *transports* présentent un solde structurellement déficitaire (- 19,8 milliards de F CFP, après - 17 milliards en 2006), qui tient à la prédominance des compagnies maritimes et aériennes non-résidentes en dépit de la progression de l'activité de la compagnie aérienne locale. Par ailleurs, la hausse des cours du pétrole a renchéri le coût du transport.

- Les *transports maritimes*, déficitaires de 12,4 milliards de F CFP, concernent essentiellement les opérations de fret, c'est-à-dire l'acheminement de marchandises vers la Nouvelle-Calédonie et les expéditions hors du territoire, constituées de nickel essentiellement. Le déficit se creuse de 1,6 milliard de F CFP par rapport à 2006, en liaison avec l'intensification de l'activité économique, notamment dans le contexte des projets métallurgiques engendrant une hausse des importations de marchandises. Le nombre de conteneurs en provenance des principaux partenaires est en augmentation de 12,5 % par rapport à 2006 (Europe, Asie, Australie, Etats-Unis Côte Ouest).

- Le déficit des *transports aériens* s'est accentué, à - 7,4 milliards de F CFP, après - 6,1 milliards en 2007, notamment sous l'effet de la hausse du trafic avec la

Métropole¹, via le Japon. L'ensemble du trafic passagers (départs + arrivées) à l'aéroport international de La Tontouta a progressé de 6,6 % en 2007.

| <i>en millions de F CFP</i> | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|-----------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 |
| TRANSPORTS | 7 415 | 8 643 | 24 449 | 28 454 | -17 034 | -19 812 |
| dont | | | | | | |
| Pays de l'Union européenne à 27 | 5 035 | 3 057 | 15 640 | 15 061 | -10 605 | -12 004 |
| <i>dont France métropolitaine</i> | 4 948 | 2 914 | 14 952 | 13 741 | -10 004 | -10 827 |
| Australie | 529 | 687 | 2 907 | 3 052 | -2 378 | -2 365 |
| Japon | 1 192 | 636 | 781 | 925 | 411 | -289 |
| Nouvelle-Zélande | 330 | 479 | 1 182 | 999 | -852 | -520 |
| Etats-Unis | 44 | 482 | 929 | 1 097 | -885 | -615 |

N.B. : Les données sont tirées des balances en règlements.
(1) chiffres révisés

Pour l'ensemble de la rubrique *transports*, la France métropolitaine est le principal partenaire de la Nouvelle-Calédonie, avec 34 % des flux en recettes et 48 % des flux en dépenses. L'Australie constitue la deuxième source de recettes des services de transports pour la Collectivité (8 %) et figure au deuxième rang des prestataires de services de transports envers la Nouvelle-Calédonie (10,7 %).

5.2.2 Les voyages

Au crédit de la rubrique voyages, figurent les dépenses des non-résidents en Nouvelle-Calédonie et, au débit, celles des résidents calédoniens à l'extérieur de la Collectivité, et ce, quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaire ou scolaire).

Selon l'estimation de l'Organisation mondiale du Tourisme, le nombre de touristes ayant visité l'Océanie s'est stabilisé en 2007, à 10,7 millions. La Nouvelle-Calédonie a accueilli 103 363 visiteurs (soit 1 % du total), en hausse de 2,9 % par rapport à 2006. Le nombre de croisiéristes a continué d'augmenter, de 11,2 %, pour atteindre 132 300, mais cette activité demeure peu génératrice de recettes pour le territoire.

Le nombre de Calédoniens ayant séjourné à l'étranger a augmenté de 6,2 %, à 106 377. Aussi en 2007, pour la première fois, le nombre de touristes calédoniens ayant quitté le territoire est supérieur au nombre de touristes étrangers ayant visité la Nouvelle-Calédonie.

La rubrique *voyages* recense les dépenses des non-résidents en Nouvelle-Calédonie et celles des résidents à l'extérieur du territoire. Les flux sont issus des estimations de l'Isee.

Les recettes enregistrées se sont accrues de 6,5 %, à 17,1 milliards de F CFP, et les dépenses de 6,2 %, à 13 milliards de F CFP. Les *voyages* se soldent par un excédent de 4,1 milliards de F CFP, en hausse de 300 millions de F CFP.

¹ Le trafic de passagers d'Air-France a progressé de 4,4 % entre 2007 et 2006.

5.2.3 Les services de construction

Les *services de construction* font apparaître en 2007 un solde déficitaire de 26,7 milliards de F CFP, contre un solde déficitaire de 8,8 milliards de F CFP en 2006. Les règlements de prestations de services à des sous-traitants non-résidents dans le cadre du projet métallurgique dans le sud sont principalement à l'origine de cette évolution.

5.2.4 Les « autres services aux entreprises »

La rubrique *autres services aux entreprises* regroupe les frais d'études et de recherche, d'assistance technique, les frais de gestion (c'est-à-dire la participation des filiales ou succursales résidentes aux frais de gestion de leur maison mère non-résidente) et les services divers.

Malgré sa diminution en 2007, le déficit de la rubrique demeure important (- 29,9 milliards de F CFP, au lieu de - 43,7 milliards de F CFP). Il est principalement dû aux dépenses engagées par des entités calédoniennes en liaison avec les projets métallurgiques.

Au total le solde des « autres services aux entreprises » et des « services de construction » se dégrade, passant de -52,6 milliards de F CFP en 2006 à -56,7 milliards de F CFP en 2007, soit une variation de 7,7 %.

5.2.5 Les services des administrations publiques

Les services des administrations publiques recensent principalement les dépenses de fonctionnement et d'investissement, effectuées en Nouvelle-Calédonie par les Forces armées, considérées comme entité non résidente¹. Cette rubrique recense notamment la part des salaires des militaires versée localement et qui alimente par conséquent l'économie de la Collectivité.

Cette rubrique recense principalement les dépenses des administrations publiques *métropolitaines* liées à l'activité des forces armées en Nouvelle-Calédonie, considérées comme une entité non-résidente. Son solde est excédentaire de 11,7 milliards de F CFP en 2007.

¹ Toutefois, selon la méthodologie internationale, les dépenses budgétaires liées à l'activité des forces armées en Nouvelle-Calédonie, *mais effectuées hors du territoire* (par exemple la partie des traitements des militaires versés sur des comptes en métropole) ne doivent pas figurer dans la balance des paiements de la Collectivité.

⁴ En balance des paiements, parmi les « autres investissements », les rubriques « avoirs » et « engagements » du secteur bancaire recensent les opérations interbancaires et les opérations avec la clientèle des établissements de crédit et de l'Office des postes et télécommunications (OPT). Dans les statistiques monétaires publiées par ailleurs par l'IEOM, les avoirs et les engagements incluent uniquement les opérations interbancaires des établissements de crédit.

5.3 Les revenus

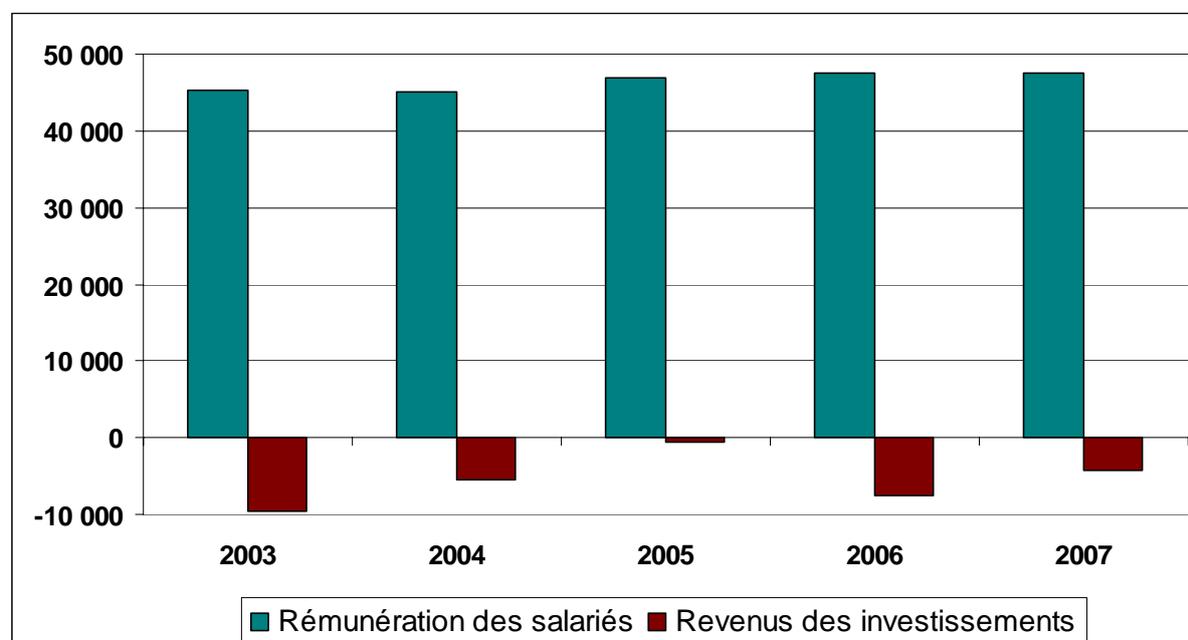
Le poste *revenus* de la balance des paiements recouvre les revenus du travail (rémunérations des salariés) et les revenus des investissements (investissements directs, investissements de portefeuille et autres investissements). La rubrique *rémunérations des salariés* recense les salaires reçus de l'extérieur par des résidents calédoniens (en crédit) ou versés par des collectivités ou des entreprises résidentes à des non-résidents (en débit).

| <i>en millions de F CFP</i> | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 |
| REVENUS | 56 998 | 60 625 | 16 891 | 17 291 | 40 107 | 43 334 |
| Rémunérations des salariés | 50 636 | 50 778 | 3 021 | 3 241 | 47 615 | 47 537 |
| Revenus des investissements | 6 362 | 9 847 | 13 870 | 14 050 | -7 508 | -4 203 |
| - investissements directs | 617 | 2 763 | 8 079 | 5 780 | -7 462 | -3 017 |
| - investissements de portefeuille | 3 154 | 3 743 | 206 | 710 | 2 948 | 3 033 |
| - autres investissements | 2 591 | 3 340 | 5 585 | 7 560 | -2 994 | -4 220 |

(1) chiffres révisés

Le montant total des salaires reçus de l'extérieur par les résidents s'élève à 50,7 milliards de F CFP pour l'année 2007. Ces flux, qui représentent 15 % des crédits du compte de transactions courantes, proviennent quasi exclusivement de la France métropolitaine. Ils concernent pour l'essentiel les rémunérations des agents des administrations publiques (48,1 milliards de F CFP en 2007).

Évolution des soldes des revenus (millions de F CFP)



Les *revenus des investissements* enregistrent un déficit de 4,2 milliards de F CFP, imputable aux revenus des investissements directs, déficitaires de 3 milliards de F CFP, et aux revenus des autres investissements (sur prêts et emprunts), qui concernent essentiellement le secteur bancaire et les collectivités locales, dont le déficit s'est alourdi de 1,3 milliard de

F CFP, à - 4,2 milliards. De son côté, l'excédent des revenus de portefeuille atteint 3 milliards de F CFP.

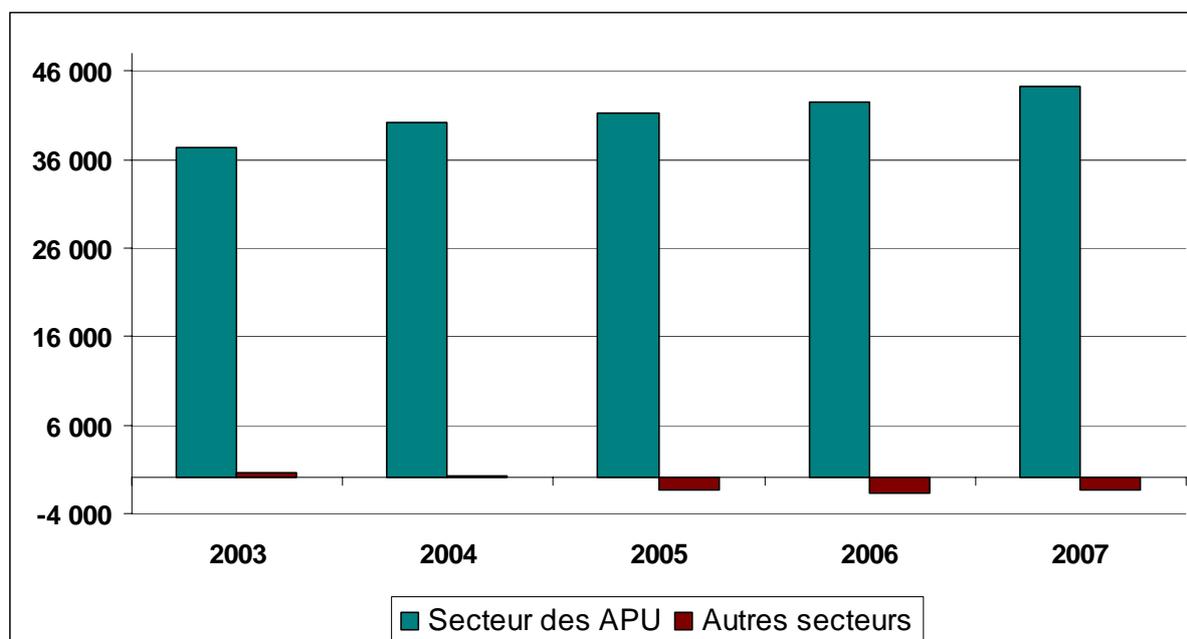
5.4 Les transferts courants

Le poste *transferts courants* recense notamment les transferts (hors salaires) des administrations publiques et des collectivités territoriales. Il inclut également les prestations sociales (retraites notamment). Les transferts courants se différencient des flux financiers par le fait qu'ils modifient le niveau du revenu disponible.

Les montants recensés en ressources proviennent essentiellement des administrations publiques métropolitaines (majoritairement l'État) et financent les dépenses d'équipement (investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la Collectivité. Les transferts courants recouvrent également les versements de prestations sociales (retraites, etc.) par les organismes de sécurité sociale non-résidents

| <i>en millions de F CFP</i> | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 | 2006 (1) | 2007 |
| TRANSFERTS COURANTS | 61 613 | 66 549 | 20 887 | 23 554 | 40 726 | 42 995 |
| Secteur des administrations publiques | 56 702 | 61 257 | 14 236 | 16 967 | 42 466 | 44 290 |
| Autres secteurs | 4 911 | 5 291 | 6 651 | 6 586 | -1 740 | -1 295 |
| - envois de fonds des travailleurs | 348 | 296 | 1 753 | 1 604 | -1 405 | -1 308 |
| - autres transferts | 4 563 | 4 995 | 4 898 | 4 982 | -335 | 13 |

Évolution des soldes des transferts courants (millions de F CFP)



En 2007, la Nouvelle-Calédonie a reçu, en termes nets, 42,9 milliards de F CFP de transferts courants.

5.4.1 Les envois de fonds des travailleurs

La rubrique *envois de fonds des travailleurs* retrace, en débit, les montants transférés à l'étranger et dans le reste de la France par les travailleurs étrangers et métropolitains exerçant durablement leur activité professionnelle et résidant en Nouvelle-Calédonie et, en crédit, les envois de fonds de Calédoniens travaillant et résidant hors de Nouvelle-Calédonie.

En 2007, 1,6 milliard de F CFP ont été transférés à ce titre hors de la Nouvelle-Calédonie, tandis que 0,3 milliard ont été « rapatriés » par des Calédoniens exerçant leur activité à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie. Ces flux concernent principalement la France métropolitaine.

5.4.2 Les autres transferts

Les autres transferts recouvrent des opérations de nature très hétérogène, notamment les indemnités d'assurance et une partie des primes. Sont recensés à cette ligne les dons, collectes et secours en faveur de personnes physiques ou morales. Dans les « autres transferts » des « autres secteurs » ne figurent plus en revanche, conformément aux révisions méthodologiques, les flux relatifs aux primes et aux indemnités d'assurance-vie qui sont reclassés à la rubrique « Autres investissements » des « autres secteurs » dans le compte financier.

Le solde des autres transferts est excédentaire et s'établit à 13 millions de F CFP à fin 2007 contre un solde déficitaire de -335 millions de F CFP en 2006.

VI - Le compte de capital

Ce compte de la balance des paiements regroupe toutes les opérations de transferts en capital, telles que les remises de dettes des administrations publiques et des autres secteurs (essentiellement le secteur bancaire), qui ont leur contrepartie dans le compte financier.

Dans la mesure où aucune opération de ce type n'a été recensée en balance des paiements depuis 1998, seule la ligne « *Autres transferts des autres secteurs* », qui correspond à des transferts de migrants au titre de la liquidation de biens meubles ou immeubles à la suite d'un changement de résidence, est renseignée (1,2 milliard de F CFP de recettes et 0,8 milliard de dépenses en 2007).

VII – Le compte financier

Le compte financier enregistre les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements, ventilés en avoirs et en engagements, par secteur institutionnel (autorités monétaires, administrations publiques, banques et autres secteurs).

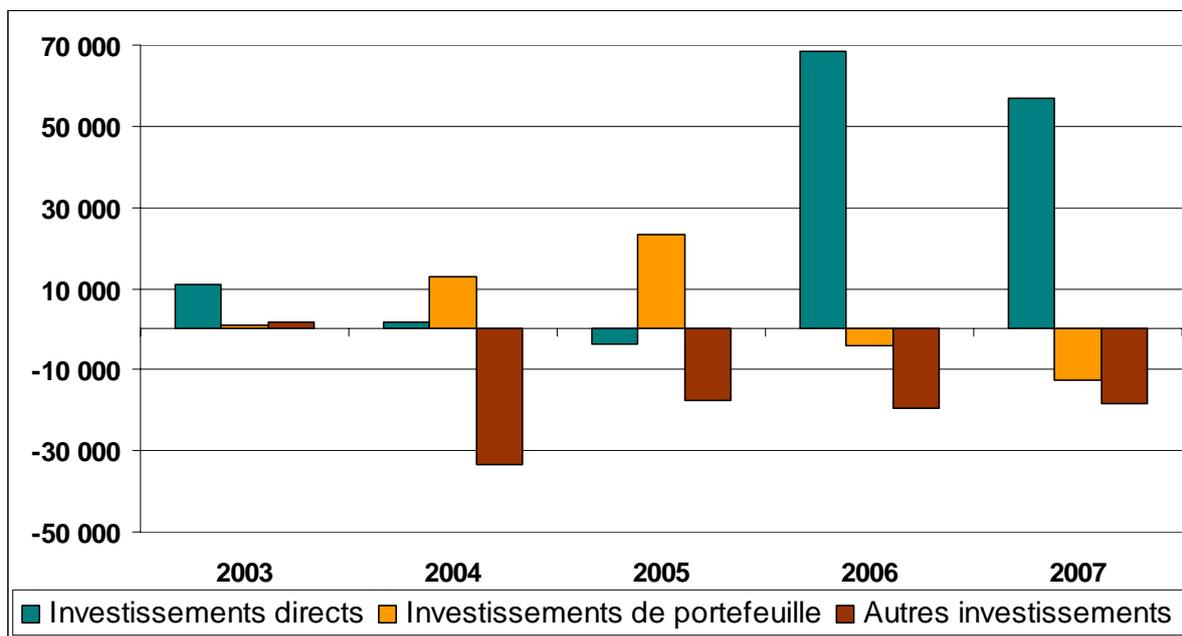
Le compte financier fait apparaître pour 2007 des entrées nettes de capitaux pour un montant de 26 milliards de F CFP, principalement en raison des investissements directs en Nouvelle-Calédonie dans le contexte des projets d'usines métallurgiques.

Ainsi, les investissements directs (ID) des entreprises étrangères en Nouvelle-Calédonie sont soutenus. Ils ont atteint en 2007 un total de 210 milliards de F CFP après 167 milliards en 2006. Le solde net des ID se traduit par une entrée de 56,9 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un solde négatif. Les résidents ont procédé au cours de l'année sous revue à des achats nets de titres de non-résidents pour 12,5 milliards de F CFP contre 4,2 milliards en 2006.

| <i>en millions de F CFP</i> | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 |
| COMPTE FINANCIER | 532 135 | 682 351 | 487 565 | 656 248 | 44 570 | 26 104 |
| Investissements directs | 168 965 | 215 777 | 100 613 | 158 884 | 68 351 | 56 893 |
| - Nouvelle-Calédonie à l'extérieur | 1 769 | 5 319 | 4 674 | 5 918 | -2 905 | -599 |
| - Extérieur en Nouvelle-Calédonie | 167 195 | 210 458 | 95 939 | 152 966 | 71 256 | 57 492 |
| Investissements de portefeuille | 68 098 | 96 538 | 72 299 | 109 023 | -4 201 | -12 485 |
| - Avoirs (opérations des résidents sur titres émis par des non-résidents) | 68 098 | 96 538 | 72 299 | 109 023 | -4 201 | -12 485 |
| Autres investissements | 295 072 | 370 036 | 314 652 | 388 342 | -19 580 | -18 305 |
| - Avoirs | 268 397 | 323 919 | 287 836 | 339 767 | -19 439 | -15 848 |
| - Engagements | 26 675 | 46 117 | 26 816 | 48 575 | -141 | -2 457 |

Évolution des soldes du compte financier (millions de F CFP)



7.1 Les investissements directs

L'investissement direct désigne l'opération effectuée par un investisseur afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise dans laquelle il investit. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'investissement direct.

7.1.1 Evolution globale

Les investissements directs se soldent en 2007 par des entrées de 56,9 milliards de F CFP, contre 68,3 milliards en 2006.

Le solde des *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'étranger* est en légère diminution en 2007 (-0,6 milliard de F CFP).

Les *investissements directs extérieurs en Nouvelle-Calédonie, principalement la rubrique « autres opérations »*, ont fait apparaître un solde créditeur de 57,5 milliards de F CFP, contre 71,2 milliards en 2006. Les entrées nettes enregistrées en 2007 sont la traduction des investissements en cours dans le cadre des projets métallurgiques, notamment dans le sud de la Nouvelle-Calédonie (usine hydrométallurgique de Goro-Nickel).

en millions de F CFP

| Investissements directs calédoniens à l'extérieur | | |
|---|---------------|-------------|
| Solde (crédits-débits) | 2006 (1) | 2007 |
| Australie | -1 524 | -1 433 |
| Pays de l'Union européenne à 27 | -138 | 2 162 |
| <i>dont France métropolitaine</i> | -411 | 2 332 |
| Nouvelle-Zélande | -395 | -472 |
| Etats-Unis | -6 | -985 |
| Japon | 18 | -2 |
| Canada | 35 | -3 |
| Autres pays | -894 | 134 |
| Total | -2 904 | -599 |

en millions de F CFP

| Investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie | | |
|--|---------------|---------------|
| Solde (crédits-débits) | 2006 (1) | 2007 |
| Canada | 53 304 | 86 805 |
| Australie | 12 352 | 2 848 |
| Pays de l'Union européenne à 27 | 3 508 | -35 578 |
| <i>dont France métropolitaine</i> | -5 153 | -35 881 |
| Etats-Unis | 1 271 | 194 |
| Japon | 116 | 233 |
| Nouvelle-Zélande | -18 | 30 |
| Autres pays | 723 | 2 962 |
| Total | 71 256 | 57 492 |

La répartition géographique montre qu'en 2007 les *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur*, qui ont porté principalement sur les investissements immobiliers, ont majoritairement concerné la France métropolitaine (97 % des crédits et 48 % des débits), puis l'Australie (2 % des crédits et 26 % des débits).

Les *investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie* en 2007 ont concerné principalement la France métropolitaine (51 % des crédits et 93 % des débits), le Canada (41 % des crédits) et l'Australie (3,5 % des crédits et 3 % débits). En termes nets, les plus fortes contributions positives ont été apportées par le Canada et l'Australie, pour l'essentiel en liaison avec la construction de l'usine du Sud.

7.1.2 Les investissements immobiliers

En 2007, les investissements immobiliers effectués par des résidents calédoniens à l'extérieur du territoire ont représenté 78 % du total des *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur* pour les achats et plus de 99 % pour les ventes.

En revanche, les investissements immobiliers des non-résidents en Nouvelle-Calédonie demeurent marginaux par rapport au total des *investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie*.

| <i>en millions de F CFP</i> | Crédits | | Débits | | Soldes | |
|---|---------|---------|--------|---------|--------|--------|
| | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 | 2007 |
| Investissements directs | | | | | | |
| de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur | 1 769 | 5 319 | 4 673 | 5 918 | -2 904 | -599 |
| <i>dont investissements immobiliers</i> | 1 362 | 5 285 | 4 071 | 4 605 | -2 709 | 681 |
| de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie | 167 195 | 210 458 | 95 939 | 152 966 | 71 256 | 57 492 |
| <i>dont investissements immobiliers</i> | 494 | 716 | 319 | 474 | 175 | 241 |

La France métropolitaine est le premier lieu d'accueil des investissements immobiliers des résidents calédoniens en 2007 (55 % des achats et 97 % des ventes), l'Australie se situant au deuxième rang (32 % des achats).

De leur côté, les achats immobiliers en Nouvelle-Calédonie – largement inférieurs aux achats immobiliers calédoniens à l’extérieur – concernent principalement la France métropolitaine (90 % des achats et 69 % des ventes), l’Australie (24 % des ventes) et le Canada (6 % des ventes).

| Investissements immobiliers de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur en 2007 | | | Investissements immobiliers de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie en 2007 | | |
|--|--------------|------------|--|------------|------------|
| <i>en millions de F CFP</i> | Montants | Part en % | <i>en millions de F CFP</i> | Montants | Part en % |
| Achats (débits) | | | Achats (crédits) | | |
| Pays de l'Union européenne à 27 | 2 600 | 56 | Pays de l'Union européenne à 27 | 716 | 100 |
| <i>dont France métropolitaine</i> | 2 538 | 55 | <i>dont France métropolitaine</i> | 644 | 90 |
| Australie | 1 459 | 32 | Australie | 0 | 0 |
| Nouvelle-Zélande | 264 | 6 | Nouvelle-Zélande | 0 | 0 |
| Canada | 2 | 0 | Canada | 0 | 0 |
| Etats-Unis | 4 | 0 | Etats-Unis | 0 | 0 |
| Autres pays | 276 | 6 | Autres pays | 0 | 0 |
| Total Achats | 4 605 | 100 | Total | 716 | 100 |
| Ventes (crédits) | | | Ventes (débits) | | |
| Pays de l'Union européenne à 27 | 5 150 | 97 | Pays de l'Union européenne à 27 | 327 | 69 |
| <i>dont France métropolitaine</i> | 5 141 | 97 | <i>dont France métropolitaine</i> | 327 | 69 |
| Australie | 114 | 2 | Australie | 116 | 24 |
| Nouvelle-Zélande | 2 | 0 | Nouvelle-Zélande | 0 | 0 |
| Canada | 0 | 0 | Canada | 29 | 6 |
| Etats-Unis | 0 | 0 | Etats-Unis | 0 | 0 |
| Autres pays | 20 | 0 | Autres pays | 2 | 0 |
| Total Ventes | 5 285 | 100 | Total | 474 | 100 |

7.2 Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille distinguent les opérations (achats ou ventes) des résidents sur titres émis hors de la Collectivité (avoirs) et les opérations (achats ou ventes) des non-résidents sur titres émis par des entités résidentes (engagements). Un solde débiteur des avoirs signifie que les achats de titres émis hors de la Collectivité ont été supérieurs aux ventes. Un solde créditeur des engagements indique que les achats de titres émis par des entités calédoniennes ont été supérieurs aux ventes.

En pratique, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie recense quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents calédoniens de titres émis hors de la Collectivité – notamment sur les marchés boursiers : actions et OPCVM, titres de dette (obligations, instruments du marché monétaire) –, en particulier par des entités métropolitaines.

En 2007, les résidents calédoniens ont procédé à des achats nets de titres émis par les non-résidents pour 12,4 milliards de F CFP contre 4,2 milliards en 2006. Dans les statistiques monétaires, au 31 décembre 2007, les encours des actions, obligations, OPCVM monétaires et non monétaires (situés hors zone d’émission) des agents économiques résidentes ont augmenté de 10,8 % en un an.

7.3 Les autres investissements

Le poste *autres investissements*, ventilé en avoirs et engagements des résidents, puis, pour chacune de ces catégories, par nature d'opération et par secteur institutionnel (autorités monétaires - c'est-à-dire l'IEOM -, administrations publiques, secteur bancaire et autres secteurs), comprend tous les flux financiers qui ne sont ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des avoirs de réserve.

7.3.1 Les avoirs des autorités monétaires

Les mouvements figurant sur la rubrique des avoirs des autorités monétaires retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM

Principale composante des *autres investissements*, les avoirs des autorités monétaires ont fait apparaître en 2007 un flux net débiteur de 6,4 milliards de F CFP, c'est-à-dire une augmentation des avoirs à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie. En 2006, le solde était débiteur de 6,6 milliards de F CFP.

7.3.2 Les engagements des administrations publiques

S'agissant des engagements des administrations publiques, un enregistrement au crédit correspond à une augmentation des emprunts à l'extérieur, par exemple auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations ; une inscription au débit signifie, au contraire, une diminution des emprunts.

En 2007, les engagements des administrations publiques résidentes ont diminué de 3,7 milliards de F CFP. En ce sens, elles ont diminué leur endettement à l'extérieur.

7.3.3 Les avoirs et engagements du secteur bancaire

L'analyse des avoirs et engagements du secteur bancaire permet d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur. Pour les avoirs, une inscription en débit correspond à une augmentation de la trésorerie placée hors de Nouvelle-Calédonie ou à une hausse des concours accordés à la clientèle non-résidente. Pour les engagements, une inscription en crédit traduit une augmentation des emprunts du secteur bancaire local à l'extérieur ou une progression des dépôts des non-résidents auprès du secteur bancaire local.

Les avoirs et engagements du secteur bancaire concernent pour l'essentiel des opérations interbancaires. En 2007, les avoirs des établissements de crédit hors de Nouvelle-Calédonie ont augmenté de 2,3 milliards de F CFP. Leurs engagements hors de Nouvelle-Calédonie ont augmenté de 18,4 milliards de F CFP. Les statistiques de la balance des paiements⁴ font ainsi apparaître une dégradation de 16,1 milliards de F CFP de la position

extérieure nette des établissements de crédit en 2007, c'est à dire un accroissement du refinancement à l'extérieur.

7.3.4 Les autres secteurs

En 2007, les *autres secteurs*¹ – entreprises et ménages – ont augmenté de 7,1 milliards de F CFP leurs avoirs à l'extérieur. Les engagements ayant diminué de 17,1 milliards de F CFP, la position nette s'est par conséquent améliorée de 24,3 milliards de F CFP en 2007.

7.4 Les avoirs de réserve

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), en tant que banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, ne détient ni stock d'or ni Droits de Tirage Spéciaux (DTS) et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international (FMI). Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire apparaître le poste « *avoirs de réserve* » dans la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie.

VIII – Les erreurs et omissions nettes

Les principes d'enregistrement en balance des paiements impliquent une égalité du total des débits et du total des crédits recensés. Toutefois, la présence d'un poste d'ajustement est rendue nécessaire par le fait que les inscriptions au crédit et au débit ne sont pas effectuées simultanément à l'occasion de chaque transaction, à l'aide d'un seul document, comme l'exigerait un véritable système de comptabilité en partie double. En effet, compte tenu du périmètre concerné, c'est-à-dire tous les agents économiques résidents du territoire, la balance des paiements est alimentée à partir de documents comptables ou statistiques variés. Des erreurs ou des oublis de déclaration peuvent se produire, ainsi que des écarts provoqués par des décalages d'enregistrement d'une période à une autre ou par des variations de cours de change.

Le poste « *erreurs et omissions nettes* » de la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie présente en 2007 un solde positif de 12,3 milliards de F CFP, soit environ 1,9 % du PIB, contre 5,8 milliards l'année précédente.

* * *

¹ Conformément aux révisions méthodologiques intervenues en 2004, les flux relatifs aux primes et aux indemnités d'assurance-vie sont désormais classés dans cette rubrique.

BALANCE DES PAIEMENTS EN TRANSACTIONS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

| En milliers de F CFP | Crédits | | | Débits | | | Soldes | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2005 (1) | 2006 (1) | 2 007 | 2005 (1) | 2006 (1) | 2 007 | 2005 (1) | 2006 (1) | 2 007 |
| COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES..... | 258 364 | 277 182 | 342 422 | 269 155 | 327 920 | 381 187 | -10 791 | -50 738 | -38 765 |
| BIENS..... | 104 553 | 113 557 | 167 868 | 157 458 | 183 837 | 226 056 | -52 906 | -70 281 | -58 188 |
| Marchandises générales..... | 104 424 | 113 319 | 166 943 | 155 896 | 181 732 | 223 870 | -51 472 | -68 413 | -56 927 |
| données douanières..... | 106 135 | 113 858 | 167 245 | 162 534 | 188 609 | 232 051 | -56 399 | -74 751 | -64 806 |
| corrections..... | -1 711 | -539 | -303 | -6 638 | -6 877 | -8 182 | 4 927 | 6 338 | 7 879 |
| Avitaillement..... | 104 | 226 | 896 | 1 368 | 2 076 | 2 171 | -1 263 | -1 850 | -1 275 |
| Travail à façon et réparations..... | 25 | 12 | 30 | 195 | 30 | 15 | -170 | -18 | 14 |
| SERVICES..... | 36 502 | 45 015 | 47 379 | 80 706 | 106 305 | 114 285 | -44 205 | -61 289 | -66 906 |
| Transports..... | 6 288 | 7 415 | 8 643 | 20 313 | 24 449 | 28 454 | -14 025 | -17 034 | -19 811 |
| maritimes..... | 1 624 | 2 563 | 3 626 | 10 210 | 13 405 | 16 060 | -8 586 | -10 842 | -12 434 |
| aériens..... | 4 664 | 4 852 | 5 017 | 10 103 | 11 044 | 12 394 | -5 439 | -6 192 | -7 377 |
| Voyages..... | 14 271 | 16 108 | 17 159 | 11 726 | 12 253 | 13 012 | 2 545 | 3 855 | 4 146 |
| Services de communication..... | 103 | 490 | 169 | 1 128 | 2 062 | 820 | -1 025 | -1 572 | -651 |
| Services de construction..... | 485 | 2 420 | 1 372 | 8 884 | 11 253 | 28 082 | -8 399 | -8 833 | -26 709 |
| Services d'assurances..... | 84 | 139 | 482 | 1 952 | 1 666 | 2 043 | -1 868 | -1 526 | -1 561 |
| Services financiers..... | 71 | 11 | 373 | 116 | 9 | 155 | -46 | 2 | 219 |
| Services d'informatique et d'information..... | 23 | 28 | 39 | 422 | 411 | 592 | -398 | -383 | -552 |
| Redevances et droits de licence..... | 29 | 131 | 27 | 184 | 144 | 247 | -155 | -13 | -220 |
| Autres services aux entreprises..... | 3 816 | 6 257 | 5 992 | 32 231 | 50 032 | 35 968 | -28 415 | -43 775 | -29 976 |
| Négoce international..... | 874 | 852 | 2 893 | 846 | 935 | 1 331 | 28 | -84 | 1 562 |
| Autres services commerciaux..... | 623 | 747 | 717 | 3 842 | 4 234 | 4 364 | -3 219 | -3 487 | -3 646 |
| Locations..... | 444 | 1 015 | 358 | 670 | 772 | 876 | -227 | 243 | -518 |
| Services divers aux entreprises..... | 1 875 | 3 643 | 2 024 | 26 873 | 44 091 | 29 397 | -24 998 | -40 448 | -27 373 |
| Services personnels, culturels et récréatifs..... | 90 | 467 | 1 338 | 3 658 | 3 938 | 4 852 | -3 568 | -3 471 | -3 514 |
| Services audiovisuels et annexes..... | 45 | 82 | 1 209 | 515 | 623 | 171 | -470 | -541 | 1 037 |
| Autres services personnels..... | 44 | 385 | 130 | 3 143 | 3 315 | 4 681 | -3 099 | -2 930 | -4 551 |
| Services des administrations publiques..... | 11 242 | 11 549 | 11 784 | 93 | 89 | 61 | 11 149 | 11 460 | 11 723 |
| REVENUS..... | 57 211 | 56 998 | 60 625 | 10 912 | 16 891 | 17 291 | 46 299 | 40 107 | 43 334 |
| Rémunération des salariés..... | 48 646 | 50 636 | 50 778 | 1 669 | 3 021 | 3 241 | 46 977 | 47 616 | 47 538 |
| Revenus des investissements..... | 8 565 | 6 362 | 9 847 | 9 243 | 13 870 | 14 050 | -678 | -7 509 | -4 203 |
| investissements directs..... | 274 | 617 | 2 763 | 3 993 | 8 079 | 5 780 | -3 720 | -7 462 | -3 017 |
| investissements de portefeuille..... | 5 881 | 3 154 | 3 743 | 280 | 206 | 710 | 5 601 | 2 947 | 3 033 |
| Autres..... | 2 411 | 2 591 | 3 340 | 4 970 | 5 585 | 7 560 | -2 559 | -2 994 | -4 220 |
| TRANSFERTS COURANTS..... | 60 098 | 61 613 | 66 549 | 20 077 | 20 887 | 23 554 | 40 021 | 40 726 | 42 995 |
| Secteur des administrations publiques..... | 56 123 | 56 702 | 61 258 | 14 827 | 14 236 | 16 968 | 41 296 | 42 466 | 44 290 |
| Autres secteurs..... | 3 976 | 4 911 | 5 291 | 5 251 | 6 651 | 6 586 | -1 275 | -1 740 | -1 295 |
| envois de fonds des travailleurs..... | 506 | 348 | 296 | 986 | 1 753 | 1 604 | -480 | -1 405 | -1 308 |
| autres transferts..... | 3 469 | 4 563 | 4 995 | 4 265 | 4 898 | 4 982 | -796 | -335 | 13 |
| COMPTE DE CAPITAL..... | 1 047 | 1 072 | 1 234 | 188 | 705 | 888 | 859 | 367 | 346 |
| Transferts en capital..... | 1 047 | 1 072 | 1 234 | 188 | 705 | 888 | 859 | 367 | 346 |
| Acquisitions d'actifs non financiers..... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

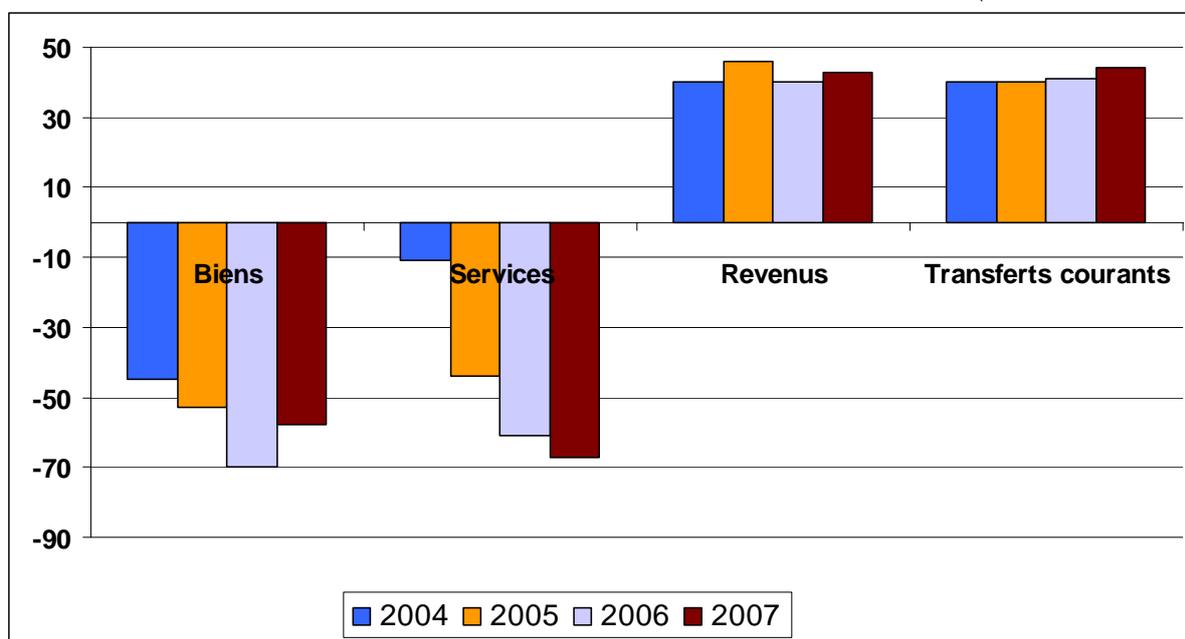
BALANCE DES PAIEMENTS EN TRANSACTIONS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

| <i>En milliers de F CFP</i> | Crédits | | | Débits | | | Soldes | | |
|---|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2005 (1) | 2006 (1) | 2 007 | 2005 (1) | 2006 (1) | 2 007 | 2005 (1) | 2006 (1) | 2 007 |
| COMPTE FINANCIER..... | 458 066 | 532 135 | 682 351 | 456 246 | 487 565 | 656 248 | 1 820 | 44 571 | 26 103 |
| Investissements directs..... | 93 775 | 168 965 | 215 777 | 97 359 | 100 613 | 158 884 | -3 584 | 68 351 | 56 894 |
| Nouvelle-Calédonie à l'étranger..... | 2 586 | 1 769 | 5 319 | 5 524 | 4 674 | 5 918 | -2 938 | -2 905 | -599 |
| Capital social..... | 1 491 | 1 448 | 5 309 | 4 307 | 4 628 | 5 593 | -2 816 | -3 180 | -284 |
| Autres opérations..... | 1 096 | 321 | 10 | 1 217 | 46 | 324 | -122 | 275 | -314 |
| Étranger à Nouvelle-Calédonie..... | 91 188 | 167 195 | 210 458 | 91 835 | 95 939 | 152 966 | -647 | 71 256 | 57 492 |
| Capital social..... | 1 572 | 7 912 | 744 | 256 | 319 | 903 | 1 317 | 7 593 | -159 |
| Autres opérations..... | 89 616 | 159 283 | 209 714 | 91 579 | 95 620 | 152 063 | -1 963 | 63 663 | 57 651 |
| Investissements de portefeuille..... | 92 934 | 68 098 | 96 538 | 69 767 | 72 299 | 109 023 | 23 167 | -4 201 | -12 485 |
| Avoirs (résid. / titres émis par des non-résid.)..... | 92 933 | 68 098 | 96 538 | 69 759 | 72 299 | 109 023 | 23 175 | -4 201 | -12 485 |
| Emissions..... | 0 | 0 | 12 | 18 732 | 19 575 | 18 793 | -18 732 | -19 575 | -18 781 |
| Négociations..... | 40 570 | 11 287 | 4 803 | 50 896 | 52 724 | 90 216 | -10 326 | -41 438 | -85 413 |
| Remboursements..... | 52 363 | 56 811 | 91 723 | 131 | 0 | 14 | 52 232 | 56 811 | 91 709 |
| Autres Investissements..... | 271 358 | 295 072 | 370 036 | 289 120 | 314 652 | 388 342 | -17 762 | -19 580 | -18 306 |
| Avoirs..... | 236 550 | 268 397 | 323 919 | 272 944 | 287 836 | 339 767 | -36 394 | -19 439 | -15 848 |
| Autorités monétaires..... | 188 011 | 211 413 | 253 935 | 191 905 | 218 098 | 260 377 | -3 894 | -6 685 | -6 443 |
| Secteur bancaire..... | 11 053 | 18 426 | 23 425 | 33 083 | 18 371 | 25 714 | -22 031 | 55 | -2 290 |
| Autres secteurs..... | 37 486 | 38 558 | 46 559 | 47 955 | 51 368 | 53 675 | -10 469 | -12 810 | -7 116 |
| Engagements..... | 34 807 | 26 675 | 46 117 | 16 176 | 26 816 | 48 575 | 18 631 | -141 | -2 458 |
| Prêts..... | 34 807 | 26 675 | 46 117 | 16 176 | 26 816 | 48 575 | 18 631 | -141 | -2 458 |
| Administrations publiques..... | 3 064 | 3 770 | 3 546 | 6 258 | 6 847 | 7 264 | -3 194 | -3 077 | -3 718 |
| Secteur bancaire..... | 26 556 | 13 421 | 35 228 | 6 081 | 10 723 | 16 800 | 20 474 | 2 698 | 18 428 |
| Autres secteurs..... | 5 188 | 9 485 | 7 343 | 3 837 | 9 247 | 24 511 | 1 351 | 238 | -17 168 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ERREURS ET OMISSIONS NETTES..... | 8 111 | 5 800 | 12 316 | 0 | 0 | 0 | 8 111 | 5 800 | 12 316 |
| TOTAL GENERAL..... | 725 588 | 816 189 | 1 038 323 | 725 588 | 816 189 | 1 038 323 | 0 | 0 | 0 |

(1) chiffres révisés

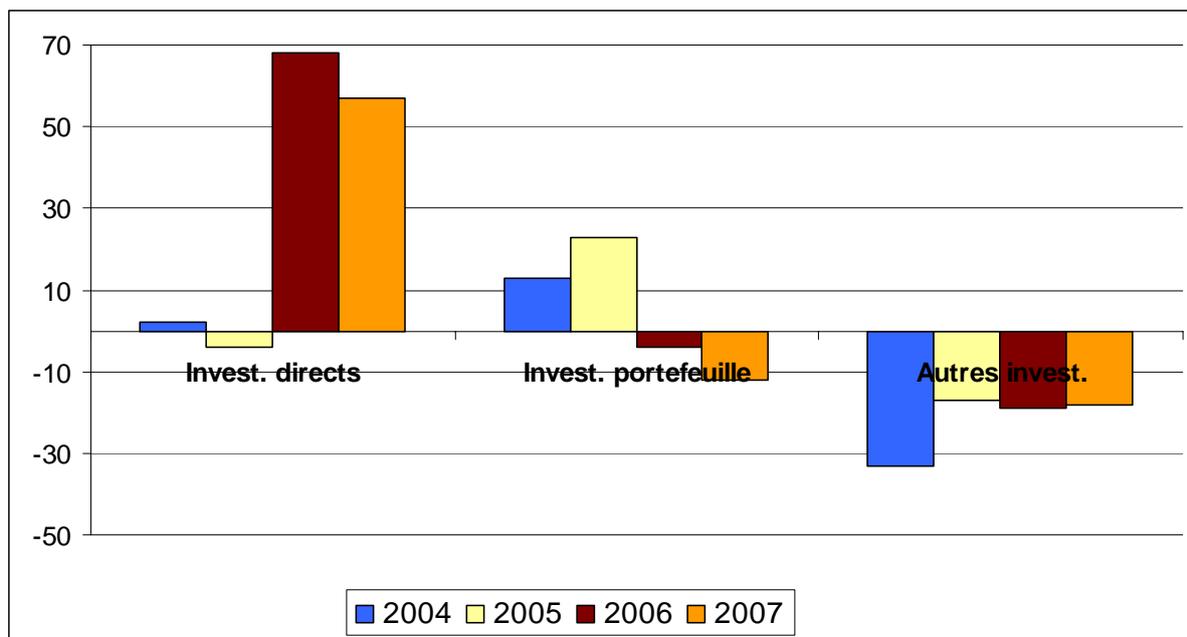
Soldes du compte de transactions courantes

(En milliards de F CFP)

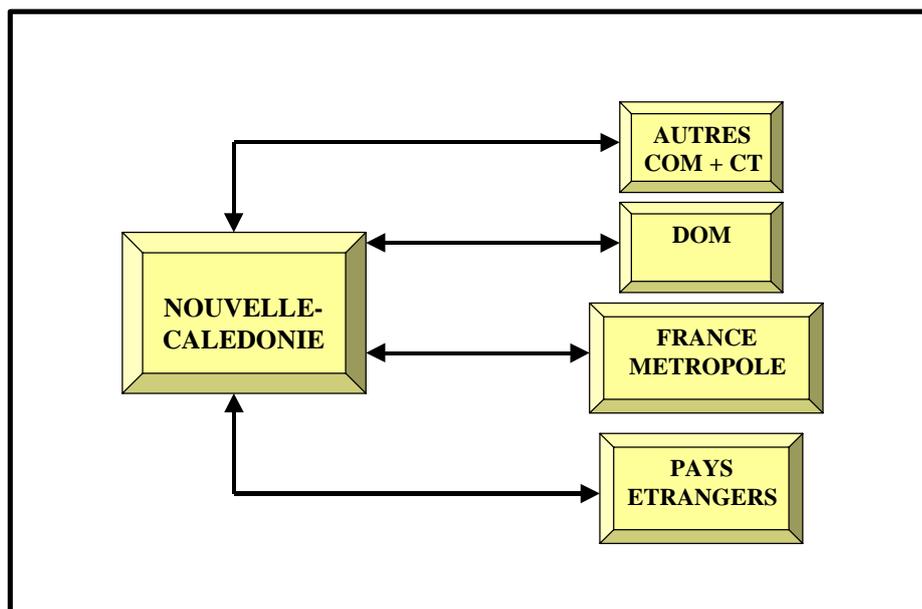


Soldes du compte financier

(En milliards de F CFP)



**PERIMETRE DE DECLARATION DE LA BALANCE
DES PAIEMENTS**



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Henry-Philippe de CLERCQ
Éditeur : IEOM – Établissement public

Agence de Nouméa

19, rue de la République
B. P. 1758
98845 NOUMEA
E-mail : agence@ieom.nc
Tél. (00.687) 27.58.22
Fax (00.687) 27.65.53

Siège

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS cedex 12
Site internet : www.ieom.fr
Tél. (00.33) 1.53.44.41.41
Fax (00.33) 1.44.87.99.62

Achévé d'imprimer en juillet 2008
Dépôt légal : - N° ISSN 1761-7561